

# Avons-nous doublé le PIB français entre 1980 et 2021 ?

Posté le : 31 janvier 2022 20:10 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Histoire économique récente

Particularité amusante, le PIB français en euros de 2021 est à peu près le même que celui de l'année 1980 en francs. Autour de 2.400 milliards. Cela pose un intéressant problème de comparaison. De combien a été notre croissance en quarante ans.

Pour s'en tenir aux chiffres officiels l'affaire est facile : compte tenu de la dérive des prix à la consommation, le PIB actuel est le double du PIB de 1980. Nous serions deux fois plus productifs qu'à l'époque.

Certes, cela ne représente, sur 40 ans qu'une croissance annuelle minuscule, de 1.74% en moyenne.

Ces chiffres emplissent de malaise. Comment se fait-il que Marianne ait pu calculer une paupérisation absolue en quarante ans d'une partie des effectifs de l'administration ? Comment se fait-il que les pauvres se sentent plus pauvre que les pauvres de l'époque ? Comment se fait-il qu'avec deux fois plus de richesses, nos services publics ne fonctionnent plus correctement, le chômage soit si haut, notre compétitivité si nulle, notre endettement si fort, nos impôts si élevés ? Pourquoi le PIB par tête suisse est-il désormais deux fois celui de la France alors que les deux pays étaient en gros à parité en 1980 ?

On sent qu'il y a quelque chose qui cloche. Mais quoi ?

Pour établir la valeur absolue d'une monnaie, nous avons l'habitude au Cercle des économistes e-toile d'utiliser un indice de référence composite, tenant compte du cours de l'or, du pétrole, des terres rares, du m2 vendus en centre-ville dans plusieurs grandes capitales du monde, du Franc suisse et du Deutschemark puis de l'euro. Sans refaire avec toute la précision voulue l'actualisation de cet indice (arrêté en 2012 après la crise de l'Euro), nous arrivons à un glissement d'environ 8 fois de la valeur de l'indice, au lieu des 3.2 fois de l'indice de l'Insee.

Comme le rapport entre euro et franc est de 6,55957, si la croissance de l'indice de référence est supérieure le PIB a baissé, s'il est inférieur, le PIB a cru.

En unité de valeur constante, le PIB français a donc sensiblement baissé, ce qui est plus compatible avec les nombreuses défaillances que l'on a constatées pendant ces derniers quarante ans.

Le PIB par tête doit tenir compte d'une hausse de la population de 55 à 67 millions.

Comme l'a écrit récemment l'excellent Robin dans le Figaro, l'indice de l'Insee est très peu pondéré par l'immobilier, les actifs boursiers etc. Celui de l'Allemagne est nettement plus inclusif. Si on prend l'indice allemand le taux de croissance baisse sensiblement. On perd quasiment 1 point de croissance qui tombe à 0.8% par an. Et on ne double plus l'indice. Compte tenu de la croissance de 20% de la population, le PIB par tête n'a plus cru que très faiblement, presque de façon imperceptible.

L'indice de prix est politiquement construit pour connaître l'évolution du pouvoir d'achat à court terme, avec des effets juridiques, économiques et sociaux importants pas pour déterminer la valeur

de la monnaie. Au-delà de quelques années la distorsion de l'offre de produits rend l'indice peu significatif. Pratiquement la moitié des produits consommés aujourd'hui n'existaient pas il y a quarante ans ou n'avait pas les mêmes caractéristiques. On n'est pas riche de la même chose à quarante ans d'intervalle. Pas de TGV, pas de PC, pas de téléphone portable, pas d'internet, pas de voitures électriques, pas de domotiques, pas du tout la même gamme de traitements et de produits médicaux, pas de tourisme massif à très bas coût, etc. Les services à la personne étaient beaucoup moins coûteux. La fiscalité et les dépenses contraintes étaient plus faibles que maintenant. On compare sur des périodes de quarante ans des consommations sans rapport.

Un poste de travail informatique coûtait 10.000 F en 1880, en télétraitement. Un petit portable 1000 fois plus puissant ne coûte que quelques centaines d'euros. Mais beaucoup de produits agricoles coûtent désormais plus de 10 fois leur prix d'alors. Comment arbitrer cela dans un indice ? C'est possible sur quatre cinq ans, pas sur quarante ans.

La force productive du pays doit s'apprécier en tenant compte du chômage, des déficits extérieurs et de la dette. Il n'y avait pratiquement pas de dettes ni de chômage en 1980, même si cela commençait à dérapier. Nous avons 3.000 milliards d'euros de dettes et le chômage oscille en permanence entre 8 et 11%. Notre balance commerciale comme le budget de l'état sont en déficit permanent, de façon abyssale. Notre industrie est passée de 24% du PIB à 12.

Nous croyons légitime dans ses conditions de considérer que la puissance économique de la France est pratiquement la même qu'en 1980 et non pas le double. Nous avons connu une formidable stagnation. La seule force qui a favorisé la production est le taux d'emploi des femmes qui a fortement augmenté, celui des hommes, lui, baissant légèrement. Le pouvoir d'achat a pu être maintenu par des importations à bas prix en provenance de Chine et des pays émergents. Mais les citoyens des pays qui n'ont pas voulu d'une expérience socialiste et bureaucratique ont vu leur rémunération décoller par rapport à celles des Français, jusqu'à doubler en Suisse et presque tripler au Luxembourg.

Décidemment non, nous ne pouvons pas affirmer que nous avons doublé notre PIB en quarante ans. La vérité c'est que nous avons connu un déclassement et une paupérisation, relative le plus souvent, mais aussi absolue dans bien des cas.

Nous n'avons pas non plus cherché comprendre les grandes crises mondiales et à s'en protéger. Ceux qui ont fait carrière entre 19770 et 2000 ont connu deux crises mondiales fortes (73-74 et 92-93). Ceux qui ont commencé en 80 également : 92-93 et 2008-2009. Ceux qui ont démarré en, 1990 en ont connu trois, avec celle du Covid. Les « millénials » en sont à deux, comme ceux qui ont commencé en 2010, qui risquent eux d'en connaître probablement quatre.

La leçon que nous devons en tirer est qu'il ne fait pas bon être tenté par le socialisme à l'intérieur. C'est la recette de la paupérisation. Mais, et c'est celle qui n'est jamais tirée, il faut aussi réformer le système monétaire international qui permet des crises mondiales périodiques qui avaient disparu après-guerre avec un système coopératif de changes fixes mais ajustables par accord général.

On notera que la campagne électorale n'aborde ni la question de sortie du socialisme ni celle d'une diplomatie de la prospérité. Et tous appellent une politique verte qui risque de massacrer la croissance et le pouvoir d'achat, alors que l'énormité de la dette accumulée par E. Macron ne nous permet plus d'emprunter suffisamment pour financer la conversion énergétique.

Le Français, né malin...